

Postscriptum : Le 3^e Tour des Élections

LES élections n'étant finalement qu'une étape à peine plus importante que les autres du processus politique (à ceci près qu'il « interpelle » le public un peu plus), il n'est pas étonnant qu'on subisse encore en juin les soubresauts des événements de mars. A l'exception des péripéties liées aux « élections » municipales et au choix des maires, le 3^e tour a porté sur deux problèmes. Comme d'habitude les médias, l'opinion et l'élite politique se sont mobilisés pendant un temps, puis sur un avis définitif du président Moi tout est rentré dans l'ordre et le silence.

Première péripétie : le « *queuing system* ». Ce débat qui avait fait rage avant sa mise en page en 1986 a été relancé par J. Njiru, le titulaire du nouveau ministère de l'Orientation nationale et des Affaires politiques (*National Guidance et Political Affairs*), lorsqu'il a suggéré d'étendre ce système aux élections elles-mêmes (et non plus de le restreindre au processus de sélection des candidats au sein de la KANU). Du coup la suppression du vote à bulletin secret est devenu un objectif « patriotique » et africain. Pendant un mois les thuriféraires du pouvoir ont inventé argument après argument pour la « file indienne » et contre le vote à bulletin secret : on a parlé d'un système « authentiquement africain », « immémorial ».

Certains ont évoqué les charmes de la « démocratie en plein air » (sic) et un ministre, médecin de son métier, a même été jusqu'à affirmer que c'était un système qui diminuait la tension (artérielle ?). Les condamnations jouaient sur la pos-

sibilité de fraude dans le vote à bulletin secret, sur son origine occidentale et coloniale ! Comme à l'habitude quelques personnages politiques (le député M. Muliho) et surtout des autorités ecclésiastiques (aussi bien anglicanes que catholiques) ont souligné les irrégularités flagrantes de la « file indienne » et rappelé les valeurs démocratiques du vote à bulletin secret. Shariff Nassir, *assistant minister* de Njiru et chien de garde de la KANU a évidemment jeté de l'huile sur le feu en affirmant que le nouveau système serait adopté « que les gens le veuillent ou non ». Au bout d'un mois, le Président, à son habitude, a mis un terme au débat qui commençait à dérapier. La KANU va « réfléchir » car de toutes les manières il faut modifier la constitution. Ainsi que l'explique (avec ou sans humour) la *Weekly Review*, comme le gouvernement a au moins 110 des 199 sièges du Parlement, ce ne doit pas être une affaire trop difficile à régler !

Deuxième péripétie : la vice-présidence. Tout le monde sait que J. Karanja, député de Mathara (Nairobi), élu sans opposition lors de la sélection par la « file indienne », a bénéficié de moins de 4 % des voix des inscrits (d'où les avantages du système !). Au contraire de M. Kibaki, son inexpérience et son absence de base politique sérieuse font mettre en doute pour beaucoup sa véritable autorité politique. Certes, le vice-président se démène beaucoup mais du coup on l'a suspecté de vouloir chercher une circonscription rurale. Mais s'il va si souvent à Githunguri (district de

Kiambu) c'est que sa mère y réside... Une rumeur a circulé quant à la création d'un poste de Premier ministre, ou comme le titre la *Weekly Review* : « Il n'y a place que pour une personne — et pour le moment c'est Karanja qui a l'emploi. » Enfin on a spéculé sur la santé du président Moi lui-même.

Par contre, le succès de plusieurs opérations anti-Kibaki est certain. Trois des partisans de ce dernier avaient été incarcérés à la suite de « troubles sur la voie publique ». Leur libération récente a fait illusion pendant peu de temps, car l'un d'entre eux, ainsi que le secrétaire de la KANU de Nyeri, viennent d'être exclus de la KANU par le Comité exécutif national. Le poste de vice-président du parti qu'occupe encore l'ancien vice-président Kibaki est ici en jeu. Habituellement les deux vice-présidences (de l'État et du parti) sont assurées par

la même personne. Karanja est-il un homme de transition ? Va-t-on multiplier les vice-présidences du parti afin de supprimer les dernières preuves (même symboliques) du pouvoir de Kibaki ?

L'habileté manœuvrière du Président est proverbiale, mais l'alliance avec Karanja semble être fondée sur peu de choses. La force..., et la faiblesse du Président — et du système politique kenyan tout entier — sont là : un mouvement brownien de conflits, de promotions et d'éliminations. Le coût de sa reproduction, l'incertitude du facteur démocratique (à cause du nombre élevé d'alliés politiques potentiels) transforment la vie politique locale en un véritable feuilleton. A suivre : ne dit-on pas que les élections au sein de la KANU sont pour 1989 ?

Bernard Smith